

<http://www.ujfp.org/spip.php?article5722>



Faire front contre les violences policières

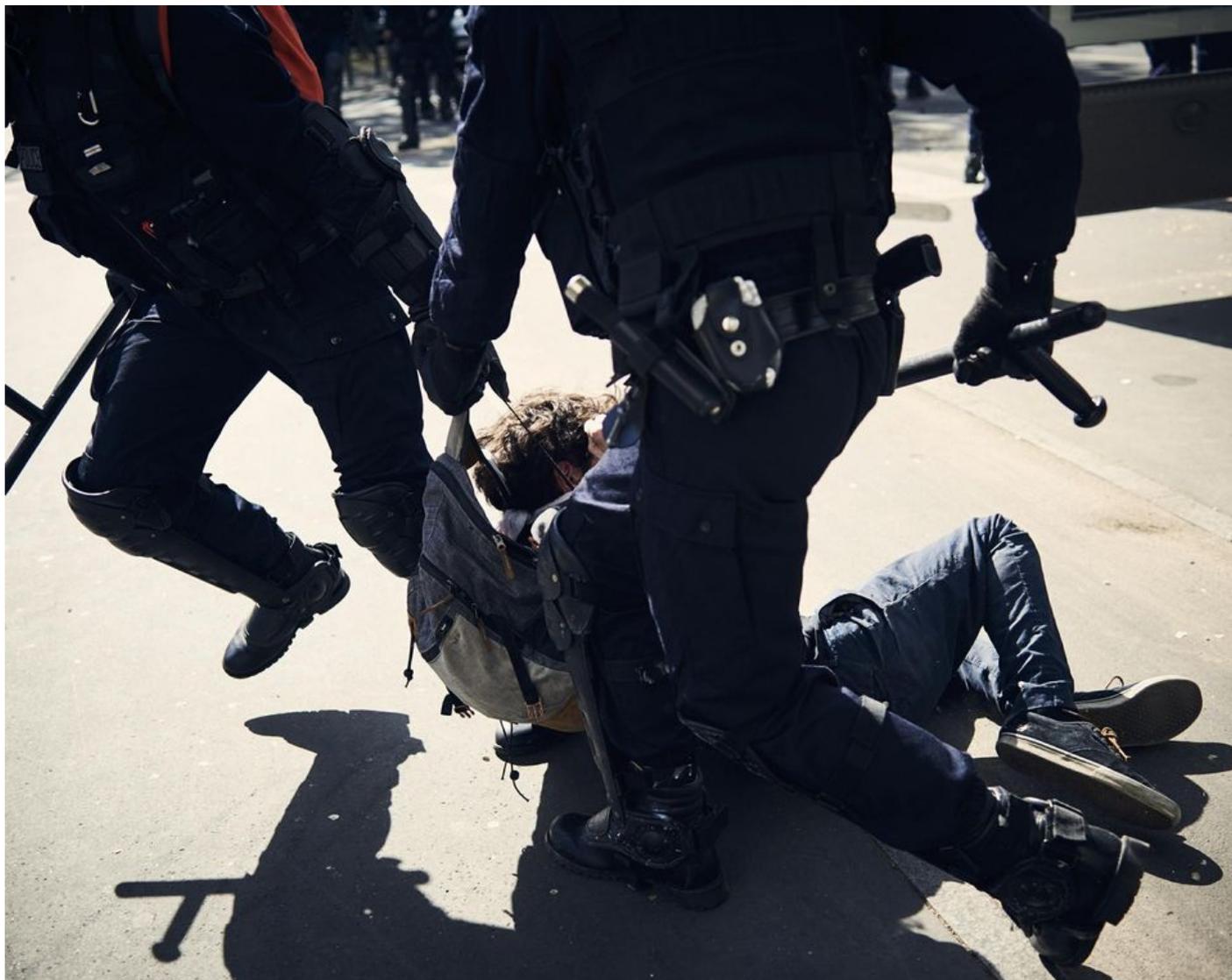
- Lutte contre les racismes et les discriminations - Violences policières -



Date de mise en ligne : mardi 27 juin 2017

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Par le Collectif des universitaires contre les violences policières réunissant une centaine d'enseignants-chercheurs en sciences humaines et sociales. Tribune publiée sur le site de Libération le 25 juin 2017.



Manifestation lors du défilé du 1er Mai, entre République et Nation, à Paris. Photo Cyril Zannettacci

Dénonçant la répression des mouvements sociaux, des chercheurs ont décidé de fonder un collectif. Ils publient ici leur manifeste : Faire front contre les violences policières.

Enseignants-chercheurs en sciences humaines et sociales, nous observons avec inquiétude l'augmentation de la fréquence et de la gravité des violences policières en France. Nombre d'entre nous, spécialistes des questions de sécurité, de police ou de justice, des mouvements sociaux ou des quartiers populaires, ont pu enquêter sur une réalité souvent trop peu visible dans les médias. La multiplication des arrestations arbitraires et détentions abusives lors de récentes manifestations, tant d'étudiants et de lycéens que de collègues auxquels les policiers ont pu signifier leur haine des travailleurs intellectuels, parfois doublée de propos racistes, sexistes et homophobes, nous amène à nous engager collectivement.

Des populations ciblées

Les violences policières prennent avant tout pour cible des populations paupérisées et racialisées, ainsi que des manifestants - contre les réformes d'austérité, les mesures antimigratoires ou les projets écologiquement insoutenables. Leur intensification est profondément liée à l'orientation générale des politiques économiques et sociales des dernières décennies. Le creusement extrême des inégalités et la ségrégation multidimensionnelle qui en résultent placent des pans entiers de la population dans des conditions insupportables et impliquent des modalités de maintien de l'ordre toujours plus violentes, qui délitent les solidarités existantes, entravent le travail des acteurs associatifs et achèvent d'isoler nombre de territoires.

Récemment, lors des rassemblements du 1er Mai à Paris, puis des premier et second tours de l'élection présidentielle, l'intensité de la répression a repris de plus belle. Les témoignages glaçants ne font pas la une des grands médias, et les « reportages » sensationnalistes sur « les manifestants » qui « attaquent la police à coup de slogans » (BFMTV le 8 mai) renforcent la légitimation de la répression des mouvements sociaux, de même que celle, plus pernicieuse, des banlieues et des quartiers populaires - où elle demeure la plus meurtrière -, et a fortiori des sans-papiers et des Roms.

L'état d'urgence banalisé

Menaçant les libertés civiles, syndicales et publiques, l'état d'urgence vient d'être reconduit pour la sixième fois. Conçu comme un régime d'exception pendant la guerre d'Algérie, il est en voie de banalisation. Sous l'empire de ce dispositif, dénoncé par plusieurs ONG et observateurs internationaux, la répression des mouvements sociaux tend à être assimilée à de la lutte antiterroriste, pendant que des expérimentations sécuritaires à l'oeuvre de longue date dans les quartiers populaires se généralisent. Des droits fondamentaux sont bafoués : interdictions de manifester et filtrages des cortèges, perquisitions de nuit, détentions arbitraires, prélèvements ADN, interceptions de données informatiques et mises sur écoute... Des mesures liberticides et dangereuses gagnent le droit commun : la réforme de la « légitime défense » (début 2017) normalise l'usage des armes, renforce les peines d'outrage et légalise les déviances policières en bande organisée.

Le savant mélange de discours et de non-dits, de consignes et de laisser-faire accordé aux agents de police fait apparaître qu'en fait de « bavures », cette répression violente a pris un caractère systématique. En signant un « chèque en gris » à la police, les ministres de l'Intérieur successifs ont oeuvré à une autonomisation relative des corps répressifs, articulée à l'agenda gouvernemental. Les manifestations sauvages de policiers en ont été une expression récente, alors que certaines enquêtes suggèrent une forte poussée de l'extrême droite dans la profession. Le silence sinon le soutien des hiérarchies en cas de violences, les conflits d'intérêts intrinsèques au travail de l'IGPN (des policiers enquêtant sur des policiers), la frilosité de la justice à condamner des agents dans des affaires de meurtres, de viols et autres violences, les reculs de François Hollande sur le récépissé de contrôle d'identité et le déni automatique de la réalité empirique par les ministres et les préfets sont autant d'expressions d'un complexe institutionnel qui fabrique les violences et l'impunité.

Fédérer nos forces

Nous souhaitons fédérer nos forces et multiplier nos échanges avec les acteurs issus des mouvements sociaux, des quartiers populaires et des populations migrantes qui luttent de longue date contre ces violences. Nous opposerons dans le débat public nos acquis scientifiques et nos méthodes d'enquête à la propagande qui disqualifie et réduit au silence victimes et familles. Nous articulerons la diffusion des travaux existants, l'éducation populaire et l'(auto-) formation partout où l'on nous y invitera. Empêcher l'exceptionnel de se banaliser est la responsabilité de tous, et nous en assumerons notre part sans relâche. Parce qu'expliquer n'est pas excuser... mais comprendre, c'est déjà

lutter.

Premiers signataires : Karen Akoka ISP, Université Paris-X Amin Allal Ceraps CNRS, Sophie Bérout Triangle, Lyon-II Anne Bory Clersé, Lille-I Hélène Blaszkiewicz EVS, Lyon-III Romain Carnac Unil Vanessa Codaccioni Cresppa, Paris-VIII Eric Fassin Legs, Paris-VIII Samir Hadj Belgacem Sophiapol-Nanterre Michel Kokoreff Cresppa, Paris-VIII, Gwenola Ricordeau Clersé, Lille-I Isabelle Sommier CESSP, Paris-I Kevin Vacher Cresppa, Paris-VIII Guillaume Vadot Imaf, Paris-I.

[Lire la suite des signataires et la version longue du manifeste sur le site de vacarme.](#)

Le Collectif des universitaires contre les violences policières réunissant une centaine d'enseignants-chercheurs en sciences humaines et sociales.